

ACCES A L'EAU POTABLE FACE A L'AVENEMENT DU CORONAVIRUS A OUAGADOUGOU ET LEÇONS A TIRER.

TAMBOURA Hamidou,

hamidou.tamboura8910@gmail.com

IN.S.S./CNRST/Ouagadougou

Résumé

La question de l'accès à l'eau potable dans les villes burkinabè et à Ouagadougou était déjà problématique avant l'arrivée fracassante du Coronavirus en mars 2020. Cette arrivée a pu modifier l'ordre fonctionnel fragile de la débrouille urbaine et périurbaine en général et la débrouille en matière d'accès à la ressource en eau tout particulièrement. Des mesures barrières mises en place ont été vues par nombre d'enquêtés comme étant des sanctions pouvant les conduire à la mort par la faim. Les autorités du pays ayant été les premières victimes de la nouvelle maladie, des rumeurs et interprétations diverses ont surgi, creusant davantage la fracture sociale préexistante entre « riches » et « pauvres ». Cela a conduit à la panique dans un premier temps, au relâchement par la suite. L'action gouvernementale, toute fondamentale et bienvenue qu'elle soit, n'a pu être respectée à la lettre, du fait d'un contexte inédit de décalage entre réalités vécues dans les bas-quartiers et l'applicabilité des mesures prises. Cette réalité est d'autant prégnante que l'eau se retrouve au centre de la protection contre la maladie, à tous les niveaux. Les appréciations contradictoires à propos de l'existence ou non de la maladie s'expriment autour des points d'eau dans les quartiers de Zagtoulé, Zongo et Sondogo.

Mots clés : *Eau potable, Ouagadougou, Covid19, débrouille, gouvernance.*

Abstract

The issue of access to drinking water in Burkinabe cities and in Ouagadougou was already problematic before the outbreak of Coronavirus in March 2020. The arrival of the virus may have altered the fragile functional order of urban and suburban resource management in general and access to water resources in particular. Barrier measures put in place were seen by many respondents as sanctions that could lead to death by starvation. As the country's authorities were the first victims of the new disease, various rumours and interpretations arose, deepening further the pre-existing social divide between 'rich' and 'poor'. This led to panic at first, then to relaxation. The government's action, however fundamental and welcome, could not be adhered strictly, due to an unprecedented context of discrepancy between the realities experienced in the suburbs and the enforcement of the measures taken. This reality is all the more striking as water is at the centre of protection against the disease at all levels. Contradictory assessments about

the existence or not of the disease are expressed around water points in the districts of Zagtouli, Zongo, and Sondogo.

Key words: *Drinking water, Ouagadougou, Covid-19, resourcefulness, governance*

Introduction

La question d'accès à l'eau potable demeure une des principales préoccupations pour l'homme, qu'il habite la ville ou la campagne. De ce fait, il s'agit d'une priorité pour les autorités des Etats, pour le bien-être des citoyens. Dans les pays en développement comme le Burkina Faso, le problème d'accès se pose à la fois en termes de disponibilité de la ressource ; d'accès à la technologie et de professionnalisation des acteurs.

Dans les moyennes et surtout les grandes villes, l'étalement de l'espace habité, l'augmentation de la démographie, ainsi que les disparités des zones d'habitation, sont autant de facteurs aggravants. L'eau potable n'y est pas accessible pour tous de la même façon et reste un problème permanent. C'est dans ce contexte critique qu'est arrivé le Coronavirus (Covid19), en mars 2020 au Burkina Faso. Cette arrivée a suscité de nouvelles règles de vie et de protection, ainsi que la mise en place d'un système d'aide aux plus démunis. Dans les quartiers périphériques de la ville de Ouagadougou, à Zagtouli tout comme à Zongo et à Sondogo, l'accès à l'eau potable, déjà précaire avant l'arrivée de la maladie ne permet pas toujours le respect des précaution requises. C'est du moins ce que révèlent les enquêtes de terrain, menées entre mars et décembre 2020.

Dans le présent article, il est question de restituer les chamboulements consécutifs de la survenue du Coronavirus, la perception des gens dans les zones périurbaines des quartiers précités, quant à l'action gouvernementale pour faire face à la maladie. Il est également question de comprendre les mécanismes de la nouvelle débrouille urbaine au quotidien, à la recherche d'adaptation pour la survie. Aussi, conviendrait-il de formuler, conformément aux résultats des enquêtes, quelques leçons à tirer, aux fins d'une meilleure application des mesures, à la recherche de l'implication préalable des consommateurs et usagers d'eau.

➤ Contexte et problématique

Au moment où la place de l'eau est plus que jamais importante face aux mesures de précaution contre la nouvelle pandémie, toute rupture d'approvisionnement peut provoquer ou aggraver une catastrophe sanitaire. Bien avant le Covid19, les coupures d'eau permanentes sont constatées à Ouagadougou, dans les quartiers « riches » comme dans les quartiers « pauvres ». L'ultime recours reste la borne fontaine, pour les personnes à revenus modestes et la citerne d'eau avec ou sans forage pour les plus nanties. Il s'agit d'une fracture sociale observable dans les différents modes d'accès à l'eau. Le mode d'accès à l'eau devient un marqueur de statut social. Avec l'arrivée de la nouvelle maladie, la fracture sociale est exacerbée et les habitudes s'efforcent de changer.

En effet, avec le Covid19, les habitudes de salutations, qui consistaient à se serrer la main, ont été interdites, ce qui biaise les relations entre personnes, crée des tensions et entrave la communication entre voisins. L'avènement du nouveau Coronavirus (Covid19) a imposé une remise en question des habitudes et des comportements. En effet, par les mesures barrières, l'inconcevable est devenu une réalité : ne pas se serrer la main est très mal vécu par nombre d'enquêtés. Il s'agit d'une telle habitude que de manière mécanique, le geste de la salutation arrive tout seul. En face, cela entraîne chez celui à qui la main est tendue, une gêne consécutive à tout refus. Aussi, l'embarras grandit-il lorsque celui que l'on salut vient demander quelque chose. Si cette dernière personne refuse de prendre la main qui lui est tendue, elle ne pourra plus avoir ce qu'elle était venue demander ; le geste de refus entraînant la fin de la communication.

Ce constat est réel, entre les « pro » et les « anti » existence du Covid19, dans les domiciles comme à la borne fontaine. Les centres d'intérêt du présent article s'articulent autour des questionnements qui sont les suivants : quels sont les grands bouleversements consécutifs de l'apparition du Covid19 ? Que pensent les enquêtés, de la maladie, des mesures barrières et d'accompagnement ? Enfin, comment concilier ruptures intempestives d'approvisionnement en eau de boisson et nécessité de disposer suffisamment d'eau pour les mesures d'hygiène faire face à la pandémie ? Nous tenterons de répondre à ces

interrogations, à travers l'analyse et la discussion des résultats, après la présentation de la zone d'étude et de la méthode utilisée.

➤ **La zone d'enquête**

Les enquêtes se sont déroulées dans les trois quartiers périphériques (Zagtouli, Zongo et Sondogo) dans les arrondissements 7 et 8 de la ville de Ouagadougou. Il s'agissait de comprendre, dans ces zones de grandes affluences autour des fontaines, l'idée que les gens ont pu se faire de la maladie et des actions gouvernementales, qu'il s'agisse des mesures barrières ou des mesures d'accompagnement. La proximité géographique de ces quartiers entre eux a permis de voir l'évolution de l'opinion des usagers en communication entre eux. Il était également important d'observer l'organisation spontanée dans chaque quartier, afin de voir s'ils fonctionnent en vase clôt ou si au contraire des communications réelles existent entre les trois zones concernées par l'enquête.

1. Méthode et intérêt de la démarche

Il a été question dans les enquêtes ayant abouti à cet article, de recourir à la méthode qualitative. Des rencontres informelles et formelles ont permis de rediriger les questionnements vers des personnes de ressources. La sensibilité du sujet a obligé, aux fins d'éviter tout parti pris, d'adopter la méthode du « dedans » et du « dehors », ainsi que la notion de « compromis » chères à Olivier De Sardan (2005 : 4) ; afin d'appréhender « les configurations sociales du terrain » (Gaboriau, 2018 : 69). La participation observante a ainsi constitué à des prises de rendez-vous classiques basées sur une certaine confiance acquise au fur et à mesure. Il a été question, à la fois de côtoyer les personnes concernées dans leur quotidien pendant les trois premiers mois du Covid19 à Ouagadougou. Ainsi, des domiciles aux fontaines, du trajet souvent nocturne et périlleux de la quête d'eau en zone non lotie des périphéries ouagalaises à l'arrivée tardive de l'eau, nous avons, parfois aidé, souvent assisté des personnes à la recherche du précieux liquide.

Cependant, le terrain s'est avéré parfois parsemé d'obstacles, de non-dits et de surprises. Il en a été de même pour le suivi des mesures de protection et de soutien gouvernementales. L'intérêt d'une telle zone d'étude est de faire un état des lieux de l'adoption ou non des mesures

de protection et d'accompagnement face à la nouvelle maladie. L'on ne saurait être productif dans le décryptage des situations inédites des non lotis sans chercher à comprendre réellement « les logiques du bas » (Baron, 2016 : 9). Pour autant, ces logiques du bas sont orientées, parfois modifiées par l'action des acteurs du « Haut » et surtout par la présence des enquêteurs. Les rapports entre acteurs, la cohésion des actions en phase ou non avec les réalités du bas, sont des déterminants pour comprendre la gouvernance appliquée à la ressource en eau et les rôles réels ou supposés de ces acteurs (nationaux et locaux) en cette période de crise sanitaire.

Aussi, est-il important, à ce niveau précis, de comprendre pourquoi les acteurs communaux ne jouent pas pleinement leur rôle dans la gestion de la ressource en eau, gestion, qui, pourtant est souhaitée publique. La réponse à ce questionnement est d'ordre structurel. En effet, dans une gouvernance sectorielle engagée par les pouvoirs publics, la centralité de l'O.N.E.A. (Office National de l'Eau et de l'Assainissement) dans la gestion de l'eau urbaine semble paradoxale. En absorbant la quasi-totalité des finances destinées à la gestion de la ressource, l'Office ne laisserait que peu de place aux acteurs communaux. En détenant la technologie et les ressources humaines professionnelles avec la bénédiction de l'Etat, l'ONEA devient le seul véritable répondant de la gestion urbaine de l'eau de boisson. Or, l'Office, entreprise publique, signe un contrat triennal avec l'Etat, afin de justifier sa viabilité économique. Il s'agit donc d'une entreprise publique qui fonctionne comme une entreprise privée. Dès lors, il devient impensable pour l'ONEA de faire réellement « du social », tout en visant des intérêts économiques, ces derniers conditionnant son existence même. Dans les faits, la gestion de la ressource en eau pour les villes burkinabè peut, à juste titre être considérée comme étant hybride, entre gestion publique et gestion privée. Cette ambiguïté rend davantage complexe une analyse logique de la question et pose le problème de la nature de l'eau telle qu'elle est vue par les acteurs de premier plan : s'agit-il d'un « patrimoine » commun à tous et partant d'un droit d'accès pour tous, ou plutôt d'un « bien marchand » qui doit systématiquement être rentable ? Les terminologies utilisées permettent peut-être de mieux en appréhender le sens profond. Car lorsque qu'on parle de « clients », de « prix » et de « rentabilité », termes appliqués par les acteurs dont

PONEA, au lieu d' « usagers-utilisateurs-, voire consom-acteurs » de l'eau, on se rapproche davantage de « solvabilité » et d'« intérêt économique » que de « nécessité vitale ». La question n'est plus des « coûts » mais bien des « prix » de l'eau.

Cependant le système hybride appliquée au Burkina Faso fonctionne mieux qu'ailleurs, où la gestion de l'eau est totalement privatisée, en ce que l'hybridité garantit un fragile équilibre et fait face aux grands défis naturels, anthropiques et contextuels. Il convient tout de même de souligner que dans les conditions de gouvernance actuelles, il semble difficile de réduire le fossé entre « ceux qui peuvent payer » et les autres, dans l'accès convenable à la ressource. Car malgré acquis et avancées dans la desserte et l'extension du réseau, nombreux sont ceux qui restent encore en marge d'un accès continu. En prenant en compte la complexité précédemment décrite, on appréhende mieux la situation des zones non loties à Ouagadougou avec l'avènement du Covid19. Les zones périurbaines non loties constituent des ensembles territorialisés, habités, sans eau courante et sans électricité, à la fois dans la ville et en dehors d'elle. Comprendre les imbrications entre « ceux qui ont tout » et « ceux qui n'ont rien », observer comment la nouvelle pandémie est comprise devient un enjeu majeur. C'est à partir de ces considérations que se sont dégagés la perception qu'ont les personnes rencontrées dans la zone d'étude de la nouvelle maladie, leur perception aussi des mesures prises pour contrer le Coronavirus ; ainsi que des mesures d'accompagnement mises en place par le gouvernement d'avril à juin 2020. Les interrogations évoquées seront traitées dans la discussion des résultats des enquêtes.

2. Résultats et discussion

Les modes d'accès à l'eau potable dans les quartiers concernés par la présente enquête ont favorisé la mise en place d'une certaine forme de la territorialité de l'eau. Ceci, selon qu'on en dispose aisément ou non. L'accès à la ressource a donc permis l'émergence d'une forme de gentrification des quartiers par rapport à d'autres. L'arrivée du Covid19, la précarité d'accès ; ainsi que les conséquences comme les actions volontaristes des dirigeants, les perceptions contradictoires de la maladie par les citoyens ont fini par engendrer deux états d'esprit : la panique et l'indifférence.

2.1. L'accès à l'eau potable et l'avènement du Coronavirus (Covid19) à Ouagadougou

L'espace urbain de la ville de Ouagadougou possède différents quartiers et secteurs diversement desservis en eau potable. La disparité d'accès qu'on peut y constater s'explique par le développement des modes d'approvisionnement entre la borne fontaine, le robinet à domicile et la revente d'eau dans les fûts métalliques (barriques). L'avènement du Covid19 a rendu la situation davantage compliquée. En plus des divergences de points de vue sur la réalité de la maladie, ses cibles ou non ; les activités économiques ont été largement touchées ; ainsi que les manifestations socio-culturelles. Les manifestations socio-culturelles comme les mariages, les naissances, les baptêmes, les visites, les enterrements en grands groupes, la fréquentation des lieux de cultes, ciment social et garantie de sociabilité ont été pendant un temps interrompu avec justesse. Cette interruption n'a pu faire l'unanimité dans la zone d'étude. Les modes d'accès au liquide précieux ont créé des frontières intra-urbaines difficilement visibles.

2.1.1. Territorialité de disparités de l'accès à l'eau potable en milieu urbain

La prise en compte des contextes reste indispensable pour la réussite de toute action visant un accès généralisé et continu à l'eau. Catherine Baron a fait un rappel de l'objectif 6 des ODD : « *Assurer un accès universel à l'eau potable et à l'assainissement, et gérer durablement les ressources en eau* » (Baron et al., 2016 : 15). En partant d'un tel pari, il s'agirait d'honorer une suggestion globalisante. Pour y arriver, il faudrait que l'on puisse tenir compte de la multiplicité de contextes souvent invisibles et cependant, réels au niveau local.

En effet, au niveau local, la disponibilité de l'eau demeure hétéroclite, souvent inégalitaire, voire inique, d'un quartier à l'autre, d'un village à l'autre, d'un ménage à l'autre. La logique d'accès est également celle de la solvabilité et de la situation géographique, selon que l'on habite en hauteur ou plus bas par rapport au niveau de la mer. Alors, pourrait-on dire que l'accès à la ressource en eau est déterminé par la capacité économique et la géographie, entre autres et que la précarité des individus conduit également à la précarité des zones d'habitation.

Il s'agirait d'une forme de catégorisation des pouvoirs d'achat. Or, pour ce qui concerne le milieu urbain burkinabè, à Ouagadougou surtout, en dehors de certains quartiers résidentiels érigés en banlieues cossues comme Ouaga2000, très souvent les « riches » côtoient géographiquement les « pauvres ». Il semble donc difficile d'affirmer systématiquement qu'il existe à Ouagadougou, des zones « riches » et des zones « précaires ». Tout comme il semble injuste d'affirmer que disposer d'une infrastructure hydraulique donne naturellement un accès durable et convenable à la ressource elle-même. Les ruptures permanentes d'approvisionnement liées aux problèmes techniques et parfois à la démographie en constance croissance ; ainsi que les conflits liés à l'utilisation commune d'un robinet entre plusieurs familles dans les cours communes, font de l'accès à l'eau potable un objet d'inégalités.

Il est davantage compréhensible de considérer les quartiers non lotis qui partagent la précarité géographique et technique d'accès à la ressource comme un cas spécifique de difficulté d'accès. Ces quartiers sont une forme d'homogénéité de la précarité à bien des égards.

Au Burkina Faso, la « réforme du système de gestion des infrastructures hydrauliques d'alimentation en eau potable en milieu rural et semi-urbain » a été actée par un décret du 3 novembre 2000 et les outils d'application de cette réforme ont été adoptés huit ans plus tard. Par la suite cette réforme a été corrigée et est en cours d'être réformée. Cette réforme réformée caractérise la forme de gestion de l'eau à mettre en place, le rôle des acteurs dans la coordination des Associations des Usagers de l'eau « AUE », entre autres. Les dysfonctionnements constatés ont permis la révision encore en cours de la gestion des ouvrages. Dans cette perspective, l'objectif reste de rapprocher l'utilisateur-consommateur de sa source d'eau et le marqueur de succès demeure la réduction des distances à parcourir à la quête du précieux liquide. Une telle vision est appréciable surtout dans un contexte où les infrastructures hydrauliques manquaient ou étaient insuffisantes. C'est dans ce contexte de réformes dans la gestion de l'eau qu'intervient la pandémie du Coronavirus, une maladie loin de faire l'unanimité dans les perceptions des enquêtés.

2.1.2. De la « maladie des Blancs » ou « maladie des riches » à « l'inexistence de maladie »

La maladie à Coronavirus (Covid19) arrive au Burkina Faso au début du mois de mars. En effet les premiers cas ont été signalés à Ouagadougou à partir du 9 mars 2020. Le statut social des premières victimes du Coronavirus (autorités politiques, ministres, hauts fonctionnaires, dignitaires religieux etc.), le sentiment de « honte » pour certaines victimes de peur d'être stigmatisées, ont fini par convaincre certaines personnes et groupes de personnes à adhérer à l'idée d'une théorie du complot. Il s'en suit une remise en cause de l'existence de la maladie, puis, sa qualification de maladie de « riches » et de « Blancs ».

Tout en sachant que le nouveau Coronavirus est apparu en décembre 2019 d'où son nom de « Covid19 », son étalement dans le monde s'est fait progressivement et rapidement au gré des rencontres et par le biais des transports des personnes et des biens. Vraisemblablement, l'annonce de l'apparition de cette nouvelle maladie, bientôt pandémie, a été perçue, dans un premier temps, comme étant un problème avant tout chinois, sinon occidental. Les ravages et la déstabilisation qu'elle a causés unilatéralement dans les pays « riches », ont fini par faire courir des rumeurs de toutes sortes, en en faisant une maladie des riches et des « Blancs » (non Noirs). Et ce, malgré les prévisions macabres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) selon lesquelles les pays pauvres et particulièrement ceux d'Afrique pourraient vivre une hécatombe. Cela, du fait du manque criant d'infrastructures sanitaires, des difficultés liées à la précarité, la promiscuité, entre autres. C'est dire l'impréparation des « Pays émergents », bien que l'on ait douté que la maladie finirait par arriver.

Au Burkina Faso, les premières victimes du Covid19 ont été des « gens aisés » ce qui a fortement conforté l'idée d'une maladie des « riches ». En effet, le couple Karambiri, dignitaires religieux, compte parmi les personnalités les plus importantes du milieu protestant burkinabè. Par la suite, le premier décès signalé concernait une députée de l'assemblée nationale. Enfin, les ministres de l'éducation nationale, de l'administration territoriale, des mines, des affaires étrangères, du commerce, des transports, de la mobilité urbaine et de la sécurité routière, ainsi que l'archevêque de Ouagadougou, ont tous été touchés

par la nouvelle maladie, dès les premiers moments. Les habitants des quartiers non lotis rencontrés considèrent que cette situation n'avait rien de hasardeux.

Pour une fois, entend-on dire, une maladie qui « épargne les pauvres » est « arrivée pour équilibrer les choses ». Cette vision devient une ligne de défense derrière laquelle beaucoup de personnes rencontrées se placent et fustigent les mesures de prévention : « *Vous croyez vraiment que nous ici dans notre pauvreté on est aussi menacés par ce Corona ? Vous-mêmes vous voyez que cette maladie sélectionne les riches et épargne les pauvres. Sinon nous serions tous morts déjà (Sic).* » selon un gérant de fontaine à Sondogo. Cette position révèle une inflexibilité extrême qui éloigne de la protection. Dans ces conditions, il est tout simplement impossible de faire respecter les règles, pour des personnes convaincues, à tort, qu'elles n'ont rien à y perdre. Cependant, très vite, le nombre de cas positifs augmentant vertigineusement, une panique s'est emparée d'une partie des Burkinabè et des Ouagalais.

2.2. De la panique à l'indifférence quasi-générale

Lorsque la multiplication des cas positifs parfois nécessitant une hospitalisation est devenue une réalité, il a fallu, de la part des gouvernants, improviser, afin d'y faire face. Car, la panique gagnait du terrain, surtout lorsque des mesures jugées draconiennes ont commencé à être prises. De ces mesures sur lesquelles on reviendra dans la troisième partie, le lavage systématique des mains au savon, l'utilisation préconisée du gel hydro alcoolique, pour ne citer que ces quelques actions. Ainsi, certaines personnes ayant mal compris la notion de « hydro alcoolique », se sont mis à boire de l'alcool le plus souvent frelaté, dans l'objectif de se préserver de la « nouvelle maladie sans remède ». D'autres nous ont avoué avoir bu le gel ou la solution hydro alcoolique, « puisqu'il s'agit d'une manière comme une autre, de se protéger contre le virus. Ces cas d'abus d'utilisation ont souvent été clandestins mais pas forcément isolés. En effet, il est ressorti de nos entretiens qu'il s'agissait d'une pratique « qui se faisait au début ». Il s'agit de la conséquence d'une panique face à un mal jusque-là inconnu et pour l'instant sans véritable solution. D'autres personnes se sont ruées vers les plantes, écorches, racines et mixtures diverses, vers des incantations à l'endroit de Dieu, dans le but d'échapper au Coronavirus.

L'autre source de panique et de tensions sociales régulières consiste dans le devoir de se laver les mains, alors même que les ruptures permanentes d'approvisionnement du réseau de l'ONEA ne permettaient ni de faire des réserves d'eau pour la consommation et les autres usages quotidiens, ni pour le lavage permanent et « obligatoire » des mains. La fermeture temporaire certes, des marchés et Yaars (petits marchés) de Ouagadougou a occasionné un vent supplémentaire de panique et de désaccord de la part des commerçants. A cet effet, une grande partie des citoyens vivant d'activités informelles, vivant au jour le jour des revenus quotidiens, ne peuvent se permettre de rester à la maison toute la journée, sans possibilité de « faire bouillir la marmite ». N'entend-on pas si souvent dire qu'« il est préférable de risquer la mort en sortant chercher de quoi nourrir sa famille, plutôt que d'attendre avec la certitude de mourir de faim avec les siens en restants à la maison ». Cette phrase était récurrente dans les différents quartiers pendant les entretiens.

Au Burkina Faso surtout dans les grandes villes dont Ouagadougou, il est illusoire, voire impossible de parler de confinement. En effet, comment confiner des personnes dont les possibilités de survie quotidienne se retrouvent exclusivement au dehors, dans la vente et la revente d'objets et de produits divers, sans pour autant pouvoir assurer le coût du confinement ? Mieux, quel Etat « en développement » peut-il soutenir un confinement avec autant de défis et de maigres budgets ? Le confinement n'est donc pas pensable dans ce contexte. Et même la quarantaine a été moyennement acceptée par les populations de Ouagadougou.

Lorsque les marchés et yaars ont été rouverts, il n'était plus question de méfiance vis-à-vis de la maladie, mais plutôt de rattraper le temps et les intérêts perdus pendant la quarantaine, « se rattraper ». Le rattrapage ainsi enclenché ne permet ni le respect de mesures barrières, ni de considérer le Coronavirus comme un réel danger. Aussi, l'impression que l'OMS s'était-elle faite ne s'était pas, pour le moment du moins réalisée, en parlant d'hécatombe pour l'Afrique, a-t-elle pu, pour le moins, convaincre certains que « *maladie-là ne peut rien nous faire (Sic !)*, (propos d'une gérante de borne fontaine à Zongo).

Très vite les dispositifs de lave-mains ont été soit volés, soit vandalisés ou encore abandonnés dans un coin, dans les marchés et devant les administrations. Nombre de personnes qui portaient le cache-nez ne faisaient que de manière circonstancielle, et les plus dévoués sont encore la risée des autres. Lorsqu'arborant mon cache-nez j'ai pu, lors des enquêtes rencontrer un jeune homme, ce dernier a lancé à mon endroit « *Ceux qui portent cache-nez là on doit se méfier c'est eux qui ont le Corona Sic !* », (S.A., entretien à Zagtoui). Il a fallu une série de rencontres pour qu'il admette la nécessité de se protéger, sans que l'on soit certain qu'il le ferait vraiment. Il ne s'agit nullement d'un cas isolé. On le voit bien, l'on est passé du relâchement des mesures de protection à la stigmatisation de ces mêmes mesures.

La borne-fontaine demeure une source d'accès précaire qui s'impose aux citoyens. Cependant, en tant que lieu fréquenté par un nombre impressionnant de personnes en quête d'eau, la promiscuité ne permet pas de respecter la distanciation physique. Aussi le réflexe de se serrer la main en guise de salutation entre connaissances qui s'y rencontrent est souvent inévitable. Autour des bornes-fontaines, aux heures de ruptures, des récipients, bidons, plats et barriques jonchent le sol. Quand l'eau revient, les « clients » se bousculent, comme l'indique la photographie ci-après.

Photo : bornes fontaines et ruptures d'approvisionnement d'eau de boissons à Ouagadougou.



Source H TAMBOURA enquêtes juillet-septembre 2020

La borne fontaine demeure donc un des symboles forts du non-respect de la distanciation physique et du manque d'eau. A cet effet, les ruptures d'approvisionnement récurrentes en font un lieu de regroupement des foules, lorsque le liquide précieux revient. Il est aisé de comprendre que lorsque que l'on a manqué d'eau pour boire ou pour cuisiner pendant une grande partie de la journée, on ne peut que se précipiter à la borne fontaine une fois l'approvisionnement est à nouveau possible. Ainsi, hommes, femmes, enfants, jeunes et vieux se retrouvent, se bousculant pour l'accès au robinet. Dans les conditions de hâte, personne ne porte de cache-nez, ni ne respecte une distance quelconque avec son voisin. Pis, des disputes éclatent très souvent à propos de qui sera servi le premier, ou à cause de sceaux ou de bidons échangés par inadvertance. Il est souvent arrivé que la bagarre conduise deux personnes à lutter pour le tuyau de d'eau connecté au robinet, alors même que ce dernier est ouvert. La perte d'eau consécutive de ces tiraillements est importante aux dépends du fontainier (ère).

Dès l'apparition de la maladie, les habitants de Ouagadougou, vivant pour la plupart de la débrouille quotidienne, ont pu opposer « sortir chercher sa pitance et mourir, s'il le faut, du Corona » ou rester à la maison et « mourir de faim avec toute sa famille ». En réalité, vivant des recettes quotidiennes, ne pas sortir pendant une journée est synonyme de rester sans manger, sans pouvoir s'acquitter des frais de santé et de scolarité. Et cela reste inenvisageable pour les citoyens concernés. Si l'on regarde à partir de cet angle, on appréhende mieux le sentiment d'insouciance développée face à la maladie. D'autres facteurs, externes alimentent cet état de fait. Car dans le milieu des quartiers dits précaires, la nature de la maladie (qui touche les nantis et non les pauvres, les Blancs et non les Noirs, les gouvernants et non les simples gouvernés) impose, de leur point de vue, qu'ils ne soient pas concernés. Certaines personnes vont jusqu'à nier l'existence même de la maladie, arguant qu'il s'agit d'« une affaire politique pour demander l'aide extérieure ». A cet effet, lorsque la maladie faisait des ravages en Occident et en Orient, la plupart des habitants des quartiers concernés par l'enquête ont pensé et pensent encore qu'il s'agit d'une maladie des « autres ».

Un croisement des points de vue donne un amalgame difficilement compréhensible. Dans le même temps une contradiction apparaît, incommensurable : la nouvelle maladie est considérée comme étant un complot politique des autorités du pays, aux fins d'avoir l'aide internationale et s'enrichir. On a entendu également que qu'il s'agit d'une maladie qui ne peut pas tuer les « Noirs » qui vivent déjà des conditions difficiles. Et que le soleil peut tuer le virus, or on a le soleil en abondance. Puis certains considèrent le Coronavirus comme étant une maladie qui « ne veut pas toucher les pauvres ». Et enfin, « Dieu va nous protéger contre le Coronavirus ». Lorsque la panique a pris de l'ampleur, nombre de personnes se sont adonnées aux feuilles et aux écorces bouillies à la moindre fièvre, au moindre rhum. L'hôpital est considéré comme un lieu où on peut prendre le Coronavirus et en mourir, donc à éviter. Cela a eu pour conséquence le recours quasi-généralisé à l'automédication. A travers ces spéculations, on constate que toutes les raisons possibles sont avancées pour nier l'existence même de la maladie. C'est dans ce contexte que le gouvernement burkinabè a entrepris d'engager des mesures pour lutter contre la maladie.

3. L'action du gouvernement en faveur de la lutte contre la maladie

Dès les premiers moments de l'apparition de la maladie, l'Etat burkinabè a pris de grandes résolutions, aux fins de contenir la propagation : cession de salaires d'un mois des membres du gouvernement, mesures barrières, mesures d'accompagnement et par la suite gratuité de l'eau et de l'électricité, sensibilisation. Ces mesures ont été diversement appréciées par les enquêtés.

3.1. Mise en place des mesures-barrières et communication gouvernementale.

Le 9 mars 2020, le Burkina Faso annonçait les premiers cas du Coronavirus dans le pays. La nouvelle pandémie dont on parlait est arrivée. A la date du 19 mars 2021, la fermeture des frontières terrestres reste l'une des seules mesures encore respectées dans une certaine mesure : en effet, entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, des personnes vont et viennent malgré cette fermeture toujours en vigueur, recourent à des passeurs pour contourner les points de contrôle de part et d'autre, grâce à des tricycles et de mobylettes.

Au début de la pandémie, d'autres mesures protectrices ont été prises, il s'agit entre autres :

- du couvre-feu de 19 heures à 5 heures du matin à partir du 21 mars. Il est ensuite remanié le 20 avril passant de 21 heures à 4 heures du matin ;
- de la fermeture des marchés à partir du 26 mars par décision de la mairie. La réouverture du grand marché de Ouagadougou le 20 avril sous la pression populaire ;
- de la mise en quarantaine de toutes les villes ayant enregistré au moins un cas de Covid19, à partir du 26 mars ;
- de la fermeture des établissements scolaires et universitaires du 16 au 31 mars 2020, puis jusqu'au 14 avril ;
- de la fermeture des frontières à partir du 21 mars ;
- des mesures de distanciation sociale ;
- du port voulu obligatoire du masque institué à partir du 27 avril et ;
- du lavage des mains et usages de solutions hydroalcooliques

Toutes ces mesures concentrées dans les mois de mars et avril ont pesé sur les personnes, déstabilisant au passage les modes de vie au quotidien. La situation socio-économique surtout des plus démunis s'aggravant, des mesures d'accompagnement se sont imposées, afin d'éviter une crise sociale plus importante.

3.2. Les mesures d'accompagnement en faveur de l'accès à l'eau potable face aux pratiques quotidiennes.

Des mesures d'accompagnement, à la suite de la fermeture des marchés, ont été mises en place, par le gouvernement. En effet, les commerçants vivant souvent de la recette du jour, sont désormais privés de subsistance. Et le constat de disponibiliser l'eau pour tous est indispensable pour lutter contre la maladie.

La gratuité de l'eau mise en place par le gouvernement du Burkina Faso d'avril à juin 2020 demeure l'action la plus visible dans la gestion de la ressource en période de crise. En effet, elle vise à permettre un accès gratuit pour les nouveaux usages supplémentaires de l'eau. Cette gratuité non plus n'a pu être respectée par tous les acteurs de l'eau à la base. Car, certains revendeurs de l'eau en barriques n'ont pas hésité, pendant la période de la gratuité, de revendre l'eau entre 750 et 1500 Francs CFA, à des personnes ne disposant pas de fûts. La raison avancée : « *Ni vous, ni le président ne m'aidez à aller très loin et à pousser ma barrique. Alors je revends mon eau à mon prix, à qui veut me l'acheter.* » (O.B., pousseur de barrique, revendeur d'eau dans les trois quartiers concernés par les enquêtes). Aussi, les coupures répétitives ont-elles continué et pu contribuer à aggraver la situation. La gratuité dans la période des coupures ne soulage que partiellement les personnes concernées.

Cependant, la gratuité de l'eau a soulagé les clients, dans l'ensemble, quand on considère que le budget de l'eau pour une famille occupe une part importante du budget global de fonctionnement : entre lessive, vaisselle, toilette, boisson et cuisson, sans compter les mariages, les baptêmes, les funérailles et les naissances.

Cependant, on a observé des cas de gaspillage d'eau notamment à Zagtouli, à Zongo et, dans une certaine mesure, à Sondogo. Des individus qui se contentaient habituellement d'un fût de cent litres d'eau par semaine, ont été vus allant chercher l'eau trois à quatre fois par

semaine « *parce que c'est gratuit* », selon ce qu'ont rapporté certains enquêtés. Cela a pu créer des conflits supplémentaires autour de certaines fontaines. Et même dans la période de gratuité, la location de la barrique à 100 francs CFA elle est restée d'actualité.

L'autre incompréhension entre les « clients », les abonnés et l'ONEA, qui persiste toujours, demeure la nouvelle tarification proposée par l'Office. Car l'ONEA a opté, après la période de gratuité, de mettre en place une tarification bimensuelle qui remplace désormais la facturation mensuelle. Des voix continuent de se lever pour contester l'intérêt et la pertinence de ce changement, d'autant que plusieurs personnes se sont retrouvées avec des factures exorbitantes. Les diverses réactions des gens ont poussé l'ONEA à assouplir et à améliorer la facturation bimensuelle. De cette situation de crise sanitaire soudaine dans un pays mal préparé, on peut retenir quelques conséquences sur le fonctionnement social et sur d'éventuelles leçons à tirer.

4. Conséquences inédites et leçons à tirer pour une meilleure gestion d'urgence en matière d'accès à la ressource en eau.

Dans les quartiers concernés par l'enquête, le Covid19 a provoqué un chamboulement des habitudes. Les enquêtes ont permis de comprendre les efforts consentis et les limites de la gestion de l'eau dans la ville. Un nouveau système de la débrouille urbaine pour un accès minimal à l'eau s'est mis en place.

4.1. Les bouleversements de la vie quotidienne à Ouagadougou

La quarantaine instaurée pour la première fois dans le pays contribua à isoler les villes concernées. A Ouagadougou, la situation est vécue comme une forme d'oppression. Les marchandises ne rentrent plus suffisamment dans la capitale, les petits commerçants perdent leur gain de survie. De plus, avec la fermeture des marchés, les travailleurs se retrouvent désœuvrés. Le couvre-feu imposant de rentrer à 19 heures puis à 21 heures a renforcé l'impossibilité de travailler, ce qui a poussé certaines personnes à braver l'interdiction de sortir.

L'obligation de laver les mains au savon se heurte à l'instabilité des pouvoirs d'achat et au manque d'eau. Au niveau de certains quartiers où nous avons effectué les enquêtes, l'insuffisance d'infrastructures

hydrauliques est due à une incompréhension entre l'Office national de l'eau et de l'assainissement et les habitants. C'est le cas de Sondogo.

En effet, dans le quartier non loti de Sondogo, l'ONEA s'est heurté à un refus d'installer les robinets familiaux, les habitants disant préférer attendre le lotissement. En effet, les habitants, selon leurs affirmations, ont pensé que s'ils refusaient l'implantation des robinets dans les habitats spontanés le lotissement serait oublié. Il s'agit donc, pour eux, d'une manière de mettre la pression sur l'État. A cet effet O.K. affirmait : « *Nous avons dit non au branchement de l'ONEA pour qu'ils sachent qu'on veut le lotissement d'abord.* », (O.K., habitant de la zone non lotie de Sondogo). Or le lotissement ne dépend pas de l'ONEA, dont les agents pensent désormais que le refus des habitants de ce quartier justifie leur non accès directe à l'eau potable, parce qu'ils l'auraient voulu.

Quand arrive le Coronavirus, les quartiers non lotis sont parmi les plus vulnérables. La fermeture des établissements scolaires et universitaires a permis que des parents envoient systématiquement leurs enfants à la quête d'eau. Cet état de fait accentue le non-respect des gestes barrières dans les points d'approvisionnement de l'eau de boisson. L'approvisionnement en eau à la fontaine par des personnes souvent jeunes et la présence de la maladie ont contribué à bouleverser les modes d'accès à la ressource et les métiers de la revente de l'eau.

4.2. Un bouleversement socio-professionnel de l'activité informelle de la vente d'eau

L'avènement du Coronavirus a modifié de façon notable les pratiques quotidiennes dans les périphéries de la ville de Ouagadougou, où se sont déroulées nos enquêtes de terrain. Pendant les deux premiers mois (de mars à avril 2020), il y a eu un ralentissement général de l'ensemble des activités socio-économiques. Il s'agit des mois les plus chauds et où la demande en eau potable est la plus importante. Les ruptures d'approvisionnement récurrentes observées chaque année à cette période ont été aggravées par l'arrivée de la nouvelle maladie. Désormais, il fallait avoir non seulement l'eau pour les usages habituelles, mais aussi et surtout pour le lavage des mains, souhaitée systématique. Or, il n'y avait pas d'eau ou plus exactement, il n'y en avait pas suffisamment. Et comme d'habitude, les prix ont « grimé », selon T.D., revendeur d'eau à Zongo, barriquier vivant à Ouagadougou depuis

dix ans, qui affirme que le fût de 100 litres qui, auparavant, se vendait à 60 Francs CFA, s'est revendu à 3000 Francs CFA soit une augmentation de 5000%.

Dans les quartiers de Zagtouli, Zongo et Sondogo, de plus en plus de femmes et d'enfants restent à la fontaine pour attendre l'arrivée de l'eau tard dans la nuit. Cette quête continue d'eau à la fontaine ou au forage n'a permis aucun respect des gestes barrières. Car quand enfin arrive l'eau, les clients et clientes se pressent pour remplir les bassines et les barriques, se bousculent et se disputent la place dans le rang. Les conflits autour des points d'eau sont ainsi exacerbés : « *Maintenant que l'eau est venue, on se bouscule, on veut tous avoir un peu pour aller faire la cuisine et surtout faire des réserves avant la prochaine coupure (Sic !).* » a déclaré A. O., ménagère à Zagtouli, venue acheter de l'eau à une fontaine du secteur 34. Ce jour 15 avril 2020, il était 23 heures, bien après l'heure du couvre-feu. Comme autour des autres bornes fontaines, l'arrivée tardive de l'eau dans la nuit ne permet pas le respect du couvre-feu.

Il est très difficile de savoir les vraies raisons des conflits autour des fontaines, tant les gérants sont souvent juges et partie. Cependant la grande raison réside dans les ruptures fréquentes d'approvisionnement et dans le manque d'eau. En observant les bousculades à l'arrivée de l'eau, on réalise à quel point il est impossible de penser à une quelconque distanciation physique.

Le couvre-feu instauré n'a pu être respecté car la quête d'eau est demeurée plus urgente pour nombre de personnes vivant à Ouagadougou. Les activités de la petite vente nocturne (fruits, légumes, viande, condiments...) sont ramenées dans la journée, ce qui a fait perdre des clients aux vendeuses. Les petits restaurants de rue ne fonctionnent qu'à moitié ou pas du tout. La situation économique ainsi dégradée ne permettait pas l'équilibre précaire de la survie au quotidien. L'arrivée massive des personnes déplacées internes (P.D.I.) à la suite de la crise sécuritaire a accru la demande en eau à Ouagadougou et dans ses périphéries. Dès lors, les gérantes des bornes fontaines ont développé un système ingénieux et précaire en achetant des barriques, en les remplissant et en les louant aux clients désireux de s'approvisionner en eau.

4.3. Les nouvelles orientations de la revente d'eau dans les non lotis à Ouagadougou : la location de barriques à la borne fontaine.

Une concurrence jugée déloyale par les barriquiers habituels rencontrés (pousseurs de barriques) réside dans le fait que de plus en plus de gérants et gérantes de fontaines possèdent plusieurs barriques en location.

C'est ce qui a poussé S. I. pousseur de barrique à affirmer que :

« Le Corona, les déplacés et la gratuité de l'eau ont poussé les gérantes à acheter beaucoup de barriques pour louer et revendre l'eau. Avant, celui qui veut l'eau nous appelle et on lui amène une barrique. Aujourd'hui, si tu veux l'eau, tu vas au robinet, tu loues une barrique à 100 francs et tu la remplis à 60 francs et tu vas vider chez toi avant de ramener la barrique vide. Certaines gérantes ont jusqu'à 15 à 20 barriques en location. Quand l'eau vient maintenant, la gérante remplit d'abord ses barriques avant les autres personnes. Y a toujours bagarres parce que dans les fontaines on ne peut plus avoir l'eau avant les barriques des gérants. Certaines personnes restent à la maison et appellent la gérante devant nous. Si les barriques de location sont remplies, elle dit à ses clients fidèles de venir chercher. On ne peut plus réussir dans la vente d'eau encore (Sic !) ».

La revente d'eau de boisson connaît une mutation certaine dans la ville de Ouagadougou. Comme dit le barriquier, ce sont les gérants et gérantes eux-mêmes qui louent désormais leurs barriques à ceux qui en ont besoin. Et ces barriques sont remplies en premier quand revient enfin l'eau après les coupures. Cette nouvelle donne a contribué à décourager nombre de pousseurs de barriques et de clients qui doivent attendre avant d'être servis. On croirait que la desserte de l'eau en barriques vers les domiciles a diminué. Cependant, l'activité en elle-même n'est en rien diminuée.

Selon nos enquêtes de terrain, en observant la revente d'eau à Ouagadougou, il semble que cette affirmation nécessite d'être largement relativisée. A cet effet, la revente d'eau par les barriquiers s'est non seulement amplifiée dans bien des cas, mais elle a surtout muté suivant les contextes. Une des nouveautés dans et autour de Ouagadougou consiste à remplacer progressivement le pousseur solitaire habituel par un nouveau type de pousseurs de barrique. Le ménage qui achète ainsi son eau paie la location du fût et le prix de l'eau dont il a besoin. Certaines fontainières ou fontainiers en ont acquis au moins une dizaine, considérant qu'il s'agit de leur investissement. Avec les coupures d'eau

récurrentes à Ouagadougou, des réseaux de clientèle se sont formés autour du fontainier : on peut l'appeler prioritairement au téléphone pour commander son eau et s'assurer qu'il remplira une de ses barriques avant la coupure prochaine. Cette façon de faire garantit d'une certaine manière aux ménages, d'avoir de l'eau sans spéculer sur le prix avec le pousseur de barrique ordinaire.

Cependant, il faut souligner que des cas de hausse illégale du prix du fût d'eau sont signalés notamment après la fin de la gratuité temporaire instaurée au moment de la première vague de Covid19. A partir de janvier 2021, au secteur 34 (Zagtouli) de l'arrondissement 8 de la ville de Ouagadougou, une gérante de fontaine a ainsi délibérément vendu et continue encore de vendre le fût d'un m³ d'eau à 75 FCFA au lieu de 60 francs. La location de la barrique est de 100 FCFA. L'activité d'acquisition et de mise à disposition des barriques pour les ménages souhaitant avoir de l'eau, bien qu'elle existât auparavant, s'est amplifiée avec l'arrivée des fûts en plastiques moins chers et sans doute moins lourds à pousser que le fût en fer sans que cela ne signifie la fin de l'utilisation de ce dernier.

On comprend aisément que face à la faible rentabilité économique de l'activité de gérance des fontaines, les gérants qui sont des privés et signent un contrat d'affermage avec l'ONEA, ont vu dans l'acquisition et la mise en location des barriques, une source supplémentaire d'argent. En bénéficiant d'un réseau de clients préétabli, constitué des ménages venant y acheter leur eau, il ne leur restait plus qu'à informer de la disponibilité des fûts en location et en leur donnant leurs numéros de téléphone.

Cependant des questions se posent quant à l'utilisation des mêmes barriques par plusieurs personnes, plusieurs fois dans la même journée, en cette période de Coronavirus. Malgré une communication nourrie et des actions concrètes, les autorités semblent prises de cours par l'arrivée du Covid19 et peinent à faire respecter les nouvelles règles :

- cette situation enseigne qu'au Burkina Faso, des mesures drastiques comme le confinement expérimenté ailleurs ne saurait fonctionner dans un monde de débrouille quotidienne,
- la quarantaine a fait de nombreuses victimes parmi les personnes vivant de leur activité quotidienne,

- la faiblesse et les contradictions de la communication gouvernementale constatée dès le début de la pandémie n'a pas permis l'unanimité des points de vue, quant à la réalité de la maladie,
- les coupures d'eau permanentes n'ont pas permis le respect des gestes-barrières et le couvre-feu, dans bien des cas n'a pas été respecté, puisque l'eau n'est disponible à la borne fontaine que tard dans la nuit,
- certaines personnes restent persuadées que la maladie n'existe pas ou qu'elle ne peut rien contre elles. Alors une autre approche reste à inventer, qui tienne compte des contextes et des réalités locales.

Conclusion

L'accès à l'eau potable à Ouagadougou, a, de tous temps, été problématique, en termes d'infrastructures et de disponibilité de la ressource. L'arrivée du nouveau Coronavirus a rendu davantage complexe cet accès. La protection contre la nouvelle maladie passe tout d'abord par le lavage permanent des mains. Or, les ruptures d'approvisionnement n'ont pas cessé pendant la mise en place des mesures de précaution. C'est ce qui a pu plomber l'action gouvernementale rendant gratuite l'eau des bornes fontaines publiques, d'avril à juin 2020. Ces bornes fontaines sont également le lieu privilégié pour les regroupements des clients assoiffés venus acheter leur eau de boisson et pour d'autres usages. Dans un tel contexte, ni le couvre-feu, ni la distanciation physique ne peuvent être observés. On peut en effet comprendre que lorsque quelqu'un n'a pas d'eau à la maison pendant le jour à cause des coupures d'eau, la nuit venue, il se précipitera vers le point d'eau pour s'approvisionner, surtout que l'eau revient bien souvent, à des heures tardives.

L'étude d'une situation en cours est toujours sujet à caution et l'analyse de la pandémie encore en cours ne déroge pas à cette règle. Cela permet néanmoins de comprendre le vécu des personnes concernées, d'appréhender les problèmes de subsistance et l'applicabilité des nouvelles règles de vie. Des difficultés antérieures à une situation donnée, non résolues, peuvent rendre complexe toute recherche de solution nouvelle. La contrainte liée à la nécessité de préservation face à la maladie a participé à creuser davantage le fossé de la fracture sociale préexistante.

Les non lotis ne sont pas les seules zones où l'application des gestes barrières est quasi-impossible. Dans les cours communes où cohabitent plusieurs familles, il est aussi impossible de respecter la distanciation physique que dans les zones non loties, et ce, d'autant que dans les habitations communes, les toilettes, les cuisines et les robinets sont communs à tous les résidents et leurs visiteurs. C'est dire que les non lotis sont une partie du problème.

Références bibliographiques

Burkina Faso (2020), *Rapport Mesures barrières et mesures de protection contre le Coronavirus*.

Baron Catherine, et all (2016), « Eau des villes, assainissement et précarités-des réalités contrastées à Ouagadougou (Burkina Faso) et Niamey (Niger) », in *Notes techniques Numéro 19*, 274 pages.

Burkina Faso, Oms (2020), « Rapport Enquête socio-anthropologique auprès des populations pour renforcer l'observance des gestes barrières à la Covid19 », in *Bulletin spécial No 7 Covid19 au Burkina Faso*, PP. 2-5.

Usaid, Immp, Dfs (2020), *Covid19, Analyse de la situation au Burkina Faso*, 85 pages.

Fao, (2020), *Rapport du Plan de riposte. Atténuer l'impact de la maladie à Coronavirus (Covid19) sur la sécurité alimentaire*, 20 pages.

Gaboriau Patrick (2018), *Le terrain anthropologique. Archéologie d'une pratique*, Editions l'Harmattan, *logiques sociales*, à la page 69.

De Sardan Olivier Jean-Pierre (1995), réédité en 2005, *Anthropologie et développement : essai en socio-anthropologie du changement social*, Éditions APAD, KARTHALA, sur les presses de la Nouvelle Imprimerie Laballery, 203 pages.